

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



**TERMES DE REFERENCE DE LA MONOGRAPHIE AUPRES DES STRUCTURES
PUBLIQUES CHARGES DU DEVELOPPEMENT DU TOURISME AU SENEGAL DANS LE
CADRE DE LA REALISATION DES COMPTES SATELITES DU TOURISME.**

Octobre 2014

1. Contexte et justification

Après plus de cinq décennies de politiques touristiques actives, le tourisme sénégalais fait face à de nouveaux défis justifiés par le contexte tant national qu'international. En effet, depuis les années 1960 le Sénégal a initié plusieurs initiatives en faveur du secteur dans le cadre de la mise en œuvre des plans nationaux de développement. C'est ainsi que les premiers plans se sont attelés à la construction de réceptifs. Les politiques qui ont suivies se sont orientées vers des études et la mise en œuvre d'aménagements de sites touristiques dans différentes zones (Gorée, Petite Côte, Région du Fleuve etc....). Ces efforts ont été accompagnés par une politique de promotion avec l'ouverture de bureaux de promotion dans certains pays émetteurs (ouverture du bureau de promotion de New York en 1976).

Même si les difficultés structurelles de l'économie sénégalaises des années 1980 avaient ralenti la mise en œuvre des politiques en faveur du secteur touristique, il y'a un regain d'intérêt pour le secteur ces dernières années. En effet, la prise en compte du tourisme parmi les cinq grappes de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), la création d'une agence nationale de promotion touristique, la construction du nouvel aéroport international de DIASS et l'aménagement de nouveaux sites touristiques avec au bout l'ambition d'accueillir trois millions de touristes par an dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE) sont autant de mesures susceptibles de booster les performances du secteur.

Dans la perspective de réalisation de ces politiques au profit du secteur, il est devenu nécessaire de disposer des statistiques qui doivent permettre d'appréhender la nature, l'évolution et les impacts du tourisme sur le tissu économique et social du Sénégal. En effet, la production des statistiques du tourisme est actuellement constituée des données sur les arrivées des touristes et les nuitées dans les réceptifs ainsi que celles de la Balance des paiements relatives au poste « voyage ». Une telle situation ne permet pas de disposer de toute l'information pertinente nécessaire à un meilleur suivi et à l'évaluation de la politique sectorielle définie. Eu égard à cette situation, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) va élaborer le premier Compte Satellite du Tourisme (CST). Dans ce cadre, une enquête auprès des structures publiques chargées du développement et de la promotion du tourisme sera mise en œuvre.

2. Objectif principal

L'objectif principal de cette enquête est de collecter les données nécessaires pour alimenter les comptes satellites du tourisme.

3. Objectifs spécifiques

L'Etat du Sénégal élabore et met en œuvre les politiques de développement du secteur touristique. A cet effet, il réalise des investissements importants, fournit des appuis institutionnels aux acteurs du secteur et déroule une politique de promotion de la destination

Sénégal. L'enquête auprès des structures publiques tentera d'apprécier l'importance de ces réalisations à travers des objectifs spécifiques ci après :

- ✓ capter les dépenses courantes (y compris les transferts) effectuées dans le cadre du développement de l'activité touristique ;
- ✓ avoir la situation des dépenses publiques en capital (y compris les transferts) effectuées dans le secteur touristique ;
- ✓ disposer des catégories d'investissements (matériels et immatériels) réalisées par les structures publiques dans le secteur du tourisme ;
- ✓ disposer des dépenses qui profitent directement au secteur du tourisme (séminaire, ateliers, ...) ;

4. Résultats attendus

A la fin de cette enquête, il est attendu :

- ✓ une meilleure connaissance des dépenses d'investissements publics dans le secteur du tourisme ;
- ✓ une meilleure connaissance des types d'investissements réalisés ;
- ✓ une meilleure connaissance des activités des structures publiques dans le secteur touristique ;
- ✓ la partie de consommation touristique due aux administrations publiques ;
- ✓ la consommation publique collective au profit du tourisme.

5. Tâches à réaliser

Pour l'atteinte des objectifs et résultats ci-dessus, il est prévu de réaliser les principales activités ci après :

- ✓ identifier des structures à enquêter ;
- ✓ élaborer les outils de collecte (questionnaires ; manuels) ;
- ✓ recruter et former le personnel de terrain ;
- ✓ collecter les données ;
- ✓ saisir, apurer et traiter les données ;
- ✓ élaborer un rapport d'analyse de l'enquête.

6. Durée de la mission et chronogramme

L'enquête est prévue pour durer sept mois à partir de la phase de démarrage. Cette dernière consiste à identifier l'échantillon à enquêter.

Activités à réaliser	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7
identification des structures à enquêter ;							
Elaborer les outils de collecte (questionnaires ; manuels) ;							
Recruter et former le personnel de terrain ;							
Collecter les données ;							
saisir, apurer et traiter les données ;							
élaborer un rapport d'analyse de l'enquête							

Annexe : Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel pour cette opération s'établit à 1.910.000 Fcfa, réparti en frais de formation, frais de personnel et imprévus et divers.

N° POSTE	DESIGNATION	UNITE	DUREE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	VALEUR
2.4.	Enquête auprès des services de l'Administration publique					1 910 000
2.4.1.	Frais de formation					60 000
2.4.1-1	Frais de formation du personnel de terrain (prise en compte d'une personne sur la liste d'attente)	jour	2	6	5 000	60 000
2.4.2.	Frais de personnel					1 525 000
2.4.2-1	Salaire des contrôleurs	mois	1	1	275 000	275 000
2.4.2-2	Salaire des enquêteurs	mois	1	4	250 000	1 000 000
2.4.2-3	Indemnité de transport contrôleurs	mois	1	1	100 000	100 000
2.4.2-4	Indemnité de transport des enquêteurs	mois	1	4	50 000	200 000
2.4.3.	Imprévus et divers					275 000
2.4.2-1	Imprévus et divers	mois	1	1	275 000	275 000